

# ENTRETIEN DE M. VALÉRY GISCARD D'ESTAING, AVEC MM. YVES MOUROUSI ET PATRICE DUHAMEL - TF1 - A L'OCCASION DE L'INAUGURATION DU METRO DE LYON, VENDREDI 28 AVRIL 1978

YVES MOUROUSI.- ....AU-DELA SIMPLEMENT DE LA RECONNAISSANCE DU ROLE CAPITAL DE LYON EN TANT QUE GRANDE METROPOLE, EN RAPPELANT AUSSI CE QUI EST LE ROLE D'UNE METROPOLE, CE QUE VOUS SOUHAITEZ, CE QUE VOUS ET LE GOUVERNEMENT, DETERMINEZ COMME POLITIQUE POUR LES GRANDES METROPOLES FRANCAISES, LA PERORAISON DE VOTRE DISCOURS A ETE UN DISCOURS, UNE PERORAISON DANS LAQUELLE VOUS AVEZ APPELE LES FRANCAIS A L'EFFORT, AU TRAVAIL, A L'INITIATIVE. LE PRESIDENT.- L'ESSENTIEL DE MON DISCOURS C'ETAIT, BIEN ENTENDU, L'INAUGURATION DU METRO DE LYON QUI EST UNE REALISATION SUPERBE. J'ESPERE QUE VOUS EN AVEZ MONTRE LES IMAGES. ON PEUT DIRE QU'IL SE COMPARE AU RER AU POINT\_DE\_VUE DU CONFORT ET DU TYPE D'EQUIPEMENT, ET IL A ETE CONCU DE FACON A RENDRE DES SERVICES TRES CONCRETS A LA POPULATION LYONNAISE £ L'ACCES EST TRES FACILE, LE PUBLIC N'A MEME PAS A PRESENTER UN TICKET A L'ENTREE £ LE VOLUME EST TRES LARGE £ DONC, ON VA AMELIORER TRES SENSIBLEMENT LA SITUATION DES TRANSPORTS DANS LA REGION LYONNAISE. NATURELLEMENT, A L'OCCASION DE CETTE INAUGURATION, J'AI EVOQUE UN CERTAIN NOMBRE DE THEMES NATIONAUX, PUISQUE C'ETAIT LA PREMIERE FOIS QUE JE M'ADRESSAIS A UN LARGE PUBLIC DEPUIS LE CHOIX NATIONAL `ELECTIONS LEGISLATIVES` DU 19 MARS DERNIER -\

PATRICE DUHAMEL.- ALORS, OUI, M. LE PRESIDENT, VOUS AVEZ LANCE EN QUELQUE SORTE UN APPEL A L'EFFORT, AU SERIEUX, A L'EFFICACITE £ EN QUELQUE SORTE VOUS AVEZ VOULU DIRE SANS DOUTE AUX FRANCAIS CE MATIN : MAINTENANT AU TRAVAIL. LE PRESIDENT.- NON, LES FRANCAIS SONT AU TRAVAIL. MAIS J'AI RAPPELE QUE LES ELECTIONS `LEGISLATIVES` N'AVAIENT PAS CHANGE LA SITUATION, LES DONNEES DE LA SITUATION DU MONDE ACTUEL. ET CE MONDE ACTUEL, C'EST UN MONDE DANS LEQUEL IL Y A DE GRANDS CHANGEMENTS, DE GRANDS BOULEVERSEMENTS QUI POSENT DES PROBLEMES DIFFICILES A TOUS LES PAYS INDUSTRIALISES ET DONC AU NOTRE. ET SI NOUS VOULONS FAIRE\_FACE AU PROBLEME DE L'EMPLOI, DU DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL, IL FAUT EN EFFET QUE NOUS POURSUIVIONS NOS EFFORTS. MAIS CE SONT DES EFFORTS QUI SONT TOURNES VERS LE PROGRES, QUI SONT TOURNES VERS L'AVENIR, PUISQUE C'EST POUR ASSURER LE DEVELOPPEMENT DE NOTRE ECONOMIE ET L'EMPLOI DE TOUTES ET DE TOUS. DANS LE MEME TEMPS, J'AI RAPPELE L'IMMENSE ASPIRATION DES FRANCAISES ET DES FRANCAIS A LA JUSTICE, ASPIRATION QUE J'AI ENTENDUE TOUT AU LONG DE LA CAMPAGNE ELECTORALE, DU DEBAT ELECTORAL, ET QUE PERSONNE, BIEN ENTENDU, CE DEBAT ELECTORAL ACHEVE, N'A LE DROIT D'OUBLIER. LA JUSTICE DOIT PRECISEMENT ACCOMPAGNER LES EFFORTS QUE NOUS SOMMES EN-TRAIN D'ACCOMPLIR

-\

YVES MOUROUSI.- MONSIEUR LE PRESIDENT, LES RECENTES MESURES PRISES PAR LE GOUVERNEMENT OU ANNONCEES PAR LE GOUVERNEMENT EN-MATIERE DE TARIF PUBLIC, EN-MATIERE DE LIBERTE DES PRIX, ENTRENT DANS-CE-CADRE ? LE PRESIDENT.- OUI, ELLES ENTRENT DANS-CE-CADRE. IL NE M'APPARTIENT PAS DE LES COMMENTER. LE PREMIER MINISTRE `RAYMOND BARRE` LES A PRESENTEES : JE CROIS D'AILLEURS QU'IL SE PROPOSE DANS LES JOURS PROCHAINS DE LES COMMENTER, DE LES EXPLIQUER A L'OPINION. MAIS CE QUE NOUS PREPARONS, C'EST DE DONNER A L'ECONOMIE FRANCAISE DES BASES SAINES, DES BASES SOLIDES POUR SON AVENIR, AFIN QU'ELLE SE SITUE DANS LE PELOTON DE TETE DES PAYS INDUSTRIALISES ET QU'ELLE APPARAISSE COMME UN DES PAYS QUI PRECISEMENT REUSSISSENT A FAIRE\_FACE AUX PROBLEMES DU MONDE MODERNE. ET POUR CELA IL FAUT AVOIR DES BASES SOLIDES

-\

PATRICE DUHAMEL.- DANS CETTE CONCLUSION QUE NOUS AVONS QUALIFIEE D'IMPORTANT, M. LE PRESIDENT, VOUS AVEZ EVOQUE LA COHESION SOCIALE DE LA FRANCE. EST-CE QU'APRES LES ENTRETIENS QUE VOUS AVEZ EUS VOUS-MEME AVEC LES RESPONSABLES SYNDICAUX TOUT DE SUITE APRES LES LEGISLATIVES, EST-CE QU'APRES LES ENTRETIENS QUE LE PREMIER MINISTRE `RAYMOND BARRE` A EUS ENSUITE AVEC CES RESPONSABLES VOUS PENSEZ QUE CETTE COHESION SOCIALE EST EN-TRAIN DE SE RENFORCER ? LE PRESIDENT.- JE PENSE QU'ELLE PROGRESSE. APRES LES ELECTIONS, J'AI FAIT UN CERTAIN NOMBRE DE GESTES SIGNIFICATIFS EN DIRECTION DES GRANDS DIRIGEANTS POLITIQUES, EN DIRECTION DE L'ENSEMBLE DES ORGANISATIONS SYNDICALES ET PROFESSIONNELLES, EN INDIQUANT QUE JE SOUHAITAIS QUE L'ENSEMBLE DES RELATIONS POLITIQUES ET SOCIALES EN FRANCE SE NORMALISENT ET QU'ON ABOUTISSE A CE QUE J'AI APPELE UNE COHABITATION RAISONNABLE. J'AI INDIQUE, DES LE DEPART, QUE CELA NE SERAIT CERTAINEMENT PAS FAIT EN QUELQUES SEMAINES, QU'IL NE FALLAIT PAS AVOIR L'ILLUSION DE VOULOIR REGLER EN QUELQUES HEURES DES PROBLEMES QUE DES ANNEES N'ONT PAS SUFFI POUR RESOUDRE. ET J'AI VOULU MARQUER TOUT DE SUITE LA DIRECTION. ET JE CONSTATE QUE, DEPUIS CES INITIATIVES, IL Y A UN PROGRES DANS CETTE DIRECTION. D'UNE\_PART, SUR-LE-PLAN POLITIQUE, IL Y A UNE CERTAINE NORMALISATION DES RELATIONS, ET JE CONTINUERAI A Y APPORTER MA CONTRIBUTION. D'AUTRE\_PART, SUR-LE-PLAN DES RELATIONS SYNDICALES ET PROFESSIONNELLES, VOUS AVEZ PU CONSTATER QU'ALORS QU'ON AVAIT PREDIT UNE SITUATION D'EXTREME TENSION AU LENDEMAIN DES ELECTIONS, NOUS AVONS PU AVOIR, MOI-MEME PUIS LE PREMIER MINISTRE, DES ENTRETIENS QUI ONT ETE INCONTESTABLEMENT PRECIS ET UTILES AVEC L'ENSEMBLE DES ORGANISATIONS SYNDICALES

-\

YVES MOUROUSI.- VOUS ETES ALLE A VILLEURBANNE EN METRO, M. LE PRESIDENT, VILLEURBANNE C'EST M. CHARLES HERNU `PS`, QUI EN EST LE MAIRE. VOUS L'AVEZ RENCONTRE. EST-CE QUE CE GENRE DE CONTACT, VOUS LE SOUHAITEZ A TRAVERS LA FRANCE, LA OU VOUS IREZ ? LE PRESIDENT.- MAIS CE GENRE DE CONTACT, COMME IL L'A DIT LUI-MEME EST PARFAITEMENT NORMAL. NOUS SOMMES UNE REPUBLIQUE, IL Y A DES ELUS. JE RECONNAIS MOI-MEME TOUS LES ELUS DE LA REPUBLIQUE QUELLES QUE SOIENT LEURS ORIENTATIONS POLITIQUES. EN SENS INVERSE TOUS LES ELUS DOIVENT RECONNAITRE LE PREMIER ELU DE LA REPUBLIQUE QUI EST LE PRESIDENT. CECI EST UNE SITUATION NORMALE QUI NATURELLEMENT RESPECTE LES OPINIONS, LES PREROGATIVES DE CHACUN

-\

PATRICE DUHAMEL.- M. LE PRESIDENT, A LA FIN DE CE DISCOURS, NOUS Y REVENONS, VOUS AVEZ INDIQUE QU'IL CONVENAIT MAINTENANT DE RESTAURER L'INITIATIVE ET LA RESPONSABILITE A TOUS LES NIVEAUX ET DANS TOUS LES DOMAINES. ALORS, DEPUIS

LE DEBAT DE POLITIQUE GENERALE AU-COURS DUQUEL LE PREMIER MINISTRE  
`RAYMOND BARRE` A PRESENTE LE PROGRAMME DU GOUVERNEMENT ON A DIT QU'IL Y  
AVAIT ACTUELLEMENT EN FRANCE UNE PHILOSOPHIE POLITIQUE ET ECONOMIQUE QUI  
S'ORIENTAIT VERS UNE RESTAURATION DU LIBERALISME. EST-CE QUE C'EST VOTRE  
SENTIMENT ? LE PRESIDENT.- NON. JE CROIS QUE C'EST UNE MAUVAISE PRESENTATION  
CAR RESTAURATION VOUDRAIT DIRE RETABLISSEMENT D'UN ORDRE ANCIEN. IL NE  
S'AGIT PAS DU TOUT DE CELA. IL S'AGIT DE TENIR \_COMPTE D'UN CERTAIN NOMBRE DE  
FAITS FONDAMENTAUX, DE FAITS SOCIAUX FONDAMENTAUX NOUVEAUX A SAVOIR  
D'UNE \_PART L'ELEVATION DU NIVEAU DE CONNAISSANCES ET D'EDUCATION DE  
L'ENSEMBLE DES FRANCAIS, QUI LEUR DONNE UNE VOCATION NATURELLE A PRENDRE  
UN CERTAIN NOMBRE DE DECISIONS, ET D'AUTRE \_PART L'ASPIRATION PROFONDE DE  
TOUTES LES COUCHES DE NOTRE PAYS A Y EXERCER PLUS DIRECTEMENT DES  
RESPONSABILITES. DONC CETTE ATTITUDE DU GOUVERNEMENT CE N'EST PAS UNE  
ATTITUDE QUI VISE A RESTAURER UN ORDRE ANCIEN, C'EST UNE ATTITUDE QUI VISE A  
TENIR \_COMPTE DE CE QUE SERA L'ORGANISATION SOCIALE, INTELLECTUELLE ET  
CULTURELLE DE LA FRANCE DANS LES ANNEES A VENIR

-\

YVES MOUROUSI.- M. LE PRESIDENT, PERMETTEZ-MOI DE REVENIR A DEUX POINTS DE  
VOTRE DISCOURS QUI CONCERNENT DIRECTEMENT LYON OU CE QUI S'EST PASSE A  
LYON CE MATIN ET L'EXTENSION A D'AUTRES METROPOLES POSSIBLES. VOUS AVEZ  
PARLE DE LA POLITIQUE DES TRANSPORTS URBAINS. VOUS AVEZ ANNONCE QU'UN  
CONSEIL DES MINISTRES ALLAIT ETUDIER CE PROBLEME, VOUS AVEZ PARLE AUSSI DE  
LA NECESSAIRE DECENTRALISATION, JE CROIS QUE VOUS AVEZ PARLE DE L'EPARGNE  
EN-PARTICULIER ET DES FINANCES, ALORS A QUOI CELA CORRESPOND-IL, A UNE  
RELANCE DE LA DECENTRALISATION ? LE PRESIDENT.- OUI, CETTE DECENTRALISATION A  
ETE ANNONCEE D'AILLEURS PAR LE GOUVERNEMENT. J'EN AI FAIT MOI-MEME UN DES  
GRANDS THEMES, COMME VOUS VOUS EN SOUVENEZ, DANS LES OBJECTIFS QUE J'AI  
ASSIGNES AU GOUVERNEMENT : C'EST-A-DIRE DECENTRALISER LES RESPONSABILITES  
ET DEVELOPPER LES LIBERTES. ET C'EST, JE LE REPETE, PARCE QUE LES FRANCAIS  
SONT A LA FOIS DE PLUS EN PLUS DESIREUX ET DE PLUS EN PLUS CAPABLES  
D'EXERCER CES RESPONSABILITES ET DE PROFITER DE CES LIBERTES. UN CERTAIN  
NOMBRE D'INITIATIVES SERONT PRISES. VOUS SAVEZ, EN-PARTICULIER QUE NOUS  
ALLONS, EN CE QUI CONCERNE LES COLLECTIVITES LOCALES, VERS UN LARGE  
DEVELOPPEMENT DES RESPONSABILITES ET DES MOYENS DES COMMUNES. NOUS  
AVONS DEJA COMMENCE A DONNER DES DIRECTIVES A L'INTERIEUR DU  
GOUVERNEMENT POUR PREPARER CES TEXTES, ET NOUS AURONS L'OCCASION DANS UN  
AVENIR PROCHAIN, AU DEBUT DU MOIS DE JUIN DE TENIR UNE PREMIERE REUNION  
POUR FIXER LES GRANDES ORIENTATIONS DE CES REFORMES

-\

PATRICE DUHAMEL.- VOUS AVEZ EVOQUE A-PARTIR DE LA SITUATION ECONOMIQUE M.  
LE PRESIDENT, LES CIRCONSTANCES INTERNATIONALES QUI RESTENT DIFFICILES ET  
VOUS AVEZ EVOQUE, MISE A \_PART LA DISCIPLINE NECESSAIRE, LES POSSIBILITES  
D'INITIATIVES NOUVELLES, ALORS EN QUOI CONSISTERAIENT-ELLES CES INITIATIVES ET  
QUAND SERAIENT-ELLES ENGAGEES ? LE PRESIDENT.- IL EXISTE, DANS TOUTE LA  
COMMUNAUTE INTERNATIONALE DES PAYS INDUSTRIALISES, UN DESIR COMMUN DE  
PORTER DES REMEDES EN \_PROFONDEUR A LA SITUATION DE CRISE. IL NE SUFFIT PAS  
D'AVOIR CE DESIR POUR QUE CES REMEDES APPARAISSENT D'EUX-MEMES. JE DIRAI QUE  
PAR-RAPPORT AUX REUNIONS AUXQUELLES J'AI PARTICIPE, DEPUIS ENVIRON DEUX  
ANS, IL Y A, ME SEMBLE-T-IL, UNE CONSCIENCE MAINTENANT PLUS VIVE, PLUS PRECISE,  
DE LA NECESSITE D'UNE ACTION COMMUNE. ALORS CETTE ACTION NOUS  
L'ENVISAGEONS SUR DEUX \_PLANS. D'ABORD UN \_PLAN EUROPEEN : C'EST CE QUI A  
FAIT L'OBJET DE NOS DERNIERS ENTRETIENS DE COPENHAGUE `CONSEIL \_EUROPEEN`  
7 ET 8 AVRIL 1978 `DATE` ET LE DEUX VOUS DITE QUI'A L'HEURE ACTUELLE LE ME

7 ET 8 AVRIL 1970 - DATE - ET JE PUIS VOUS DIRE QU'À L'HEURE ACTUELLE JE ME  
PREOCCUPE DE LEUR DONNER UNE SUITE. ET ENSUITE DANS-LE-CADRE DE LA REUNION  
AU SOMMET DES PAYS INDUSTRIALISES QUI SE TIENDRA DANS LA DEUXIEME QUINZAINE  
DU MOIS DE JUILLET ET QUI DEVRA AUSSI ABOUTIR A UN CERTAIN NOMBRE DE  
DECISIONS CONJOINTES. DONC NOTRE ACTION ET NOS INITIATIVES SE SITUERONT A  
DEUX NIVEAUX. LE NIVEAU EUROPEEN D'ABORD, LE NIVEAU INTERNATIONAL ENSUITE  
-\

YVES MOUROUSI.- AUTRE QUESTION INTERNATIONALE, M. LE PRESIDENT PUISQUE  
PATRICE DUHAMEL VOUS Y A AMENE A EN PARLER, OUBLIONS SI VOUS LE VOULEZ LA  
CRISE INDUSTRIELLE, ENFIN LE PROBLEME PETROLIER EN-PARTICULIER, ET VENONS A  
UN AUTRE \_PLAN INTERNATIONAL. VOUS ALLEZ ALLER AU MOIS DE MAI A  
L'ORGANISATION DES NATIONS-UNIES, AU SIEGE DE L'ONU PARLER DU DESARMEMENT.  
DANS LE MEME TEMPS, LES PROBLEMES DE DEFENSE OCCUPENT UNE LARGE PLACE  
DANS LA PRESSE FRANCAISE EN CE MOMENT : IL Y A CE QUE L'ON SE DEMANDE SUR  
CETTE BOMBE A NEUTRONS FRANCAISE £ IL Y A CE QUE L'ON SE DEMANDE SUR  
L'INTERVENTION FRANCAISE AU TCHAD, TOUT CA, SANS L'AGGLOMERER BIEN ENTENDU,  
FAIT PARTIE DES PROBLEMES DE DEFENSE. ALORS DEFENSE, PROBLEME ACTUEL, LE  
DESARMEMENT POUR DEMAIN, EST-CE QUE TOUT CELA RESSORT DE LA MEME  
POLITIQUE ? LE PRESIDENT.- OUI, TOUT CELA CONSTITUE UN TRES IMPORTANT DOSSIER  
DE NOTRE VIE NATIONALE. JE NE PEUX PAS, VOUS COMPRENDREZ, IMPROVISEZ EN  
QUELQUES INSTANTS DEVANT LA TELEVISION DES REPONSES SUR CES SUJETS, JE DIRAI  
SIMPLEMENT CECI : LE DESARMEMENT, C'EST UNE POLITIQUE QUI INTERESSE  
L'ENSEMBLE DU MONDE £ AUCUN PAYS NE PEUT DESARMER TOUT SEUL OU LIMITER  
SES ARMEMENTS TOUT SEUL, C'EST SIMPLEMENT UN PAYS QUI S'EXPOSE A LA  
FAIBLESSE ET DONC A LA DOMINATION DES AUTRES. C'EST POURQUOI NOUS SOMMES  
PARTISANS D'UNE POLITIQUE GLOBALE DE DESARMEMENT. L'ORIGINALITE, C'EST QUE  
LA FRANCE ETAIT ABSENTE, COMME VOUS LE SAVEZ, DU DEBAT INTERNATIONAL SUR LE  
DESARMEMENT ET QU'AU CONTRAIRE ELLE VA Y JOUER DANS LES SEMAINES  
PROCHAINES UN ROLE ACTIF. JE CROIS POUVOIR DIRE QUE C'EST SANS DOUTE LE PAYS  
QUI, TOUT \_COMPTE \_FAIT, Y JOUERA LE ROLE LE PLUS ACTIF, C'EST-A-DIRE QU'IL  
PRESENTERA LES PROPOSITIONS LES PLUS PRECISES ET LES PLUS ORGANISEES EN \_VUE  
DE LA LIMITATION PUIS DE LA REDUCTION DES ARMEMENTS  
-\

`REPONSE ` D'AUTRE\_PART, J'AI LU EN EFFET UN CERTAIN NOMBRE D'INFORMATIONS  
QUI ONT PARU SUR L'EXPERIMENTATION PAR LA FRANCE D'UNE BOMBE A NEUTRONS.  
J'AI FAIT DIRE PAR LE PORTE-PAROLE DE L'ELYSEE QUE CECI N'ETAIT PAS SERIEUX ET  
QU'IL N'Y AVAIT EU AUCUNE EXPERIMENTATION DE CETTE \_NATURE, QU'AUCUNE  
EXPERIMENTATION N'EST A L'HEURE ACTUELLE PROGRAMMEE. NATURELLEMENT, LA  
FRANCE SE TIENT AU COURANT, CE QUI EST TOUT A FAIT DE SON DEVOIR, DE  
L'ENSEMBLE DES ETUDES, DES RECHERCHES QUI SONT FAITES DANS LE MONDE ET QUI  
POURRAIENT CONDUIRE A DEVELOPPER DES ARMES NOUVELLES, QUI SERAIENT  
EVENTUELLEMENT DIRIGES CONTRE NOUS. MAIS IL N'Y A EU NI EXPERIENCES, NI  
PROGRAMMATION D'EXPERIENCES  
-\

YVES MOUROUSI.- DERNIER POINT, LE TCHAD ? `REBELLION` LE PRESIDENT.- POUR CE  
QUI EST DU TCHAD, LA FRANCE EST FAVORABLE A UNE SOLUTION POLITIQUE DU  
PROBLEME DU TCHAD. LE TCHAD SOUFFRE, DEPUIS DES ANNEES DES CONFLITS, DES  
ANTAGONISMES, QUI VOUS LE SAVEZ LE DIVISENT ET LUI INFLIGENT DES EPREUVES  
CRUELLES. IL Y A QUELQUES SEMAINES, UN CESSEZ-LE-FEU A ETE DECIDE. LA FRANCE  
N'ETAIT PAS - ET N'AVAIT PAS A ETRE D'AILLEURS - PARTICIPANTE A CETTE  
NEGOCIATION SUR LE CESSEZ-LE-FEU. MAIS DES QUE CELUI-CI A ETE DECIDE NOUS  
L'AVONS APPROUVE. ET NOTRE ATTITUDE A TOUJOURS ETE LE RESPECT DU CESSEZ-LE-  
FEU. NOUS AVONS CONSTATE, LE GOUVERNEMENT TCHADIEN A CONSTATE, AU-COURS

DES DERNIERES SEMAINES, QU'IL Y AVAIT EU AU CONTRAIRE DES ACTIONS OFFENSIVES DE VIOLATION DE CE Cessez-le-feu. NOUS AVONS DONC ENTREPRIS UNE DOUBLE ACTION, UNE ACTION DIPLOMATIQUE, POUR RAPPELER QUE CE Cessez-le-feu AVAIT ETE DECIDE, QU'IL AVAIT LA CAUTION D'UN CERTAIN NOMBRE DE PAYS ET QUE DONC TOUS CES PAYS DEVAIENT AGIR EN COMMUN POUR EN ASSURER LE RESPECT. ET D'AUTRE PART NOUS AVONS ETE CONDUITS EN EFFET A RENFORCER NOS MOYENS AU TCHAD, A LA DEMANDE BIEN ENTENDU PRECISE ET INSTANTE DU GOUVERNEMENT TCHADIEN, POUR ASSURER, A TITRE DE PRECAUTION, LA SECURITE DE CEUX QUI VIVENT DANS CE PAYS ET COOPERENT AVEC LUI. DANS CE DISPOSITIF, BIEN ENTENDU, NOS MOYENS A AUCUN MOMENT N'EXERCENT ET N'EXERCERONT D'ACTION OFFENSIVE. CE N'EST EN AUCUNE MANIERE LEUR ROLE. LEUR MISSION EST UNE MISSION DE SECURITE. PAR CONTRE AUSSI LONGTEMPS QUE LE Cessez-le-feu SERA MIS EN QUESTION IL EST NORMAL QUE CETTE SECURITE SOIT ASSUREE

-\

YVES MOUROUSI.- JE ME PERMETTRAI SI VOUS M'AUTORISEZ UNE DERNIERE QUESTION. ON CHUCHOTE AUJOURD'HUI QUE VOUS PREPAREZ UN DEUXIEME TOME DE DEMOCRATIE FRANCAISE `LIVRE` ? CE SERA UNE SUITE AU PREMIER ? DE NOUVELLES IDEES OU DE NOUVELLES INITIATIVES POUR LA FRANCE ? LE PRESIDENT.- EH BIEN ECOUTEZ, CHUCHOTEZ-LE, MAIS L'AUTEUR N'EN N'A PAS ENTENDU PARLER. YVES MOUROUSI.- MONSIEUR LE PRESIDENT, MERCI

-\